

Gaullo-mitterrandisme ou néo-conservatisme | Quelle diplomatie pour la France ?

Jean-Sylvestre Mongrenier

Après une première phase qui a consisté en une prise de contact avec ses homologues, le nouveau président français doit maintenant entrer dans le concret. Brexit, Union européenne, Trump, Poutine, Ukraine, Syrie : les questions sur lesquelles Emmanuel Macron doit se déterminer ne manquent pas. Alors qu'une importante « révision stratégique » va être lancée, il convient d'identifier les conceptions diplomatiques et stratégiques du nouvel exécutif. Gaullo-mitterrandisme ? Néo-conservatisme ? Et si l'on dépassait ces catégories ? Une grande politique de style classique doit combiner éthique de conviction et sens des responsabilités.

« Toute politique implique une certaine idée de l'homme, et même une opinion sur le destin de l'espèce, toute une métaphysique qui va du sensualisme le plus brut jusqu'à la mystique la plus osée ».

Paul Valéry

La veille du dernier sommet européen, les 22 et 23 juin derniers, Emmanuel Macron accordait une interview à sept organes de presse européens, dont *Le Figaro*, afin d'esquisser les lignes de force de la politique étrangère qu'il entend conduire lors de son quinquennat. Il est vrai qu'il ne s'était guère exprimé sur ces questions au cours de la campagne électorale présidentielle. La phase diplomatique qui suit son élection, de Bruxelles à Taormine puis au Trianon, consista pour l'essentiel en une prise de contact avec ses homologues, sous le regard ébahi des commentateurs.

Le temps des postures est bientôt écoulé et, non sans questions et appréhensions, nous entrons enfin dans le concret. Il faut espérer que la prochaine « révision stratégique » de l'appareil militaire et ses attendus nous donneront des indications plus sûres.

Des variations incertaines

De fait, l'entretien du 22 juin dernier n'est pas sans susciter une certaine réserve. On ne discutera pas la volonté proclamée de donner plus de corps et de substance à l'Union européenne, et ce sur la base d'une entente franco-allemande renouvelée. Les résultats du sommet européen n'ont certes rien d'historique, contrairement à ce qui a pu être écrit, mais la feuille de route fixée par les Vingt-Sept à l'automne 2016, avec le Brexit en toile de fond, est respectée. Il n'est pas question ici de nier les timides, mais réelles, avancées en matière d'« Europe de la défense », ces dernières ne devant pas occulter la question des moyens (budgets et capacités). Déjà, l'objectif des 2% semble se dérober et le nouveau ministre des Armées suscite des interrogations. Sera-t-elle en mesure de mener cette bataille budgétaire ?

En revanche, la volonté systématique de mettre en exergue les désaccords avec l'Administration Trump sur les questions climatiques et de mener une diplomatie publique censée redonner du lustre à la France laisse froid. Non pas que le sujet soit mineur, tant s'en faut, mais il n'est pas bon de mettre en scène les différends qui peuvent surgir entre des alliés historiques, contribuant ainsi à cette « dérive des continents » que l'on prétend par ailleurs éviter. On songe ici à la prestation d'Emmanuel Macron lors de la conférence sur le Pacte mondial pour l'environnement, à Paris, le 24 juin dernier. De surcroît, Donald Trump n'est pas l'Amérique. Les États fédérés, les grandes métropoles, certaines firmes ainsi que la société civile pourraient en partie compenser ce qui ne sera pas fait au niveau fédéral. D'une manière générale, on ne se grandit pas en cherchant à tourner en ridicule ses interlocuteurs et le côté spectaculaire de cette diplomatie environnementale publique donne prise à l'accusation de bien-pensance et d'arrogance. L'idée d'inviter le président américain, le 14 juillet prochain, a-t-elle pour objectif de contrebalancer ces effets ?

Le ton pratiqué à l'égard de l'Administration Trump contraste avec les propos lénifiants sur la Russie de Vladimir Poutine. On dira que l'habituel discours sur la légitimité de la puissance russe et son caractère incontournable ne mange pas de pain. Voire. Au regard de la politique révisionniste russe en Europe et des manœuvres visant à influencer le processus électoral des pays démocratiques, il est difficile de croire que « *la Russie ne cherche pas à nous affaiblir* ». Prétention à jouer les intermédiaires entre Russes et Américains ? La diplomatie du « petit télégraphiste » n'a jamais porté ses fruits. Il reste que le sommet européen a reconduit les sanctions contre la Russie. Sur l'Ukraine, la rhétorique et la ligne politique sont claires, comme l'a montré voir la rencontre avec le président Petro Porochenko, le 26 juin dernier.

Par ailleurs, le prétendu bon sens dont le président français veut faire preuve dans la question syrienne n'est pas de bon augure. En résumé, Emmanuel Macron semble penser que le maintien au pouvoir de Bachar Al-Assad serait une politique du moindre mal et il accrédite le discours du tyran damascène (« *Moi ou le chaos* »). A l'évidence, la situation combine la faillite de l'État syrien, soutenu à bout de bras par ses parrains russes et iraniens, et l'expansion d'un terrorisme multiforme, celui des jihadistes sunnites, mais aussi celui du Hezbollah et des milices chiites, soutenues par le régime islamique iranien et son bras armé, les Gardiens de la Révolution. Volonté de se démarquer explicitement de son prédécesseur ? La menace de

frapper le pouvoir syrien, en cas de nouvel usage d'armes chimiques, pourrait invalider cette tentative d'*aggiornamento*.

En l'état des choses, il faut rappeler que le départ de Bachar Al-Assad n'a jamais été l'alpha et l'oméga de la politique française en Syrie, moins encore celle des États-Unis (voir les palinodies de Barack Obama sur la « ligne rouge », en 2013). Alors que le processus de Genève amorcé en 2012 laissait à Bachar Al-Assad la possibilité de présider à une transition politique, celui-ci n'a jamais donné le moindre signe d'ouverture et il aura sacrifié la Syrie à sa démesure. Au total, son maintien au pouvoir interdit le retournement durable des tribus arabes sunnites contre l'État islamique et le djihadisme. Sur ce théâtre, il serait erroné de penser que les Russes s'inscrivent dans une logique défensive. En alliance avec Téhéran, l'enjeu principal est de détruire l'hégémonie américano-occidentale, la formation de ce front russo-chiite causant en retour la déstabilisation accrue du monde arabe sunnite.

L'introuvable « gaullo-mitterrandisme »

Ces prises de position passées en revue, la question du cadre conceptuel de la politique étrangère française est ouverte. Dans l'entre-deux-tours, le candidat Emmanuel Macron s'est référé au « gaullo-mitterrandisme », exalté par Régis Debray et soi-disant incarné par Hubert Védrine, ce dernier étant complaisamment campé en mentor du nouveau président français (ce qui reste à démontrer). L'expression apparaît à nouveau dans l'interview du *Figaro*, en opposition au « néo-conservatisme », mais l'une et l'autre référence ne sont pas convaincantes. Seront-elles reprises le 3 juillet prochain, dans le discours prononcé devant le Congrès ?

En général, il faut se méfier des traits d'union et de la prétention à conceptualiser un ensemble hétérogène au moyen d'un double adjectif. Présentement, le « gaullo-mitterrandisme » se révèle *flatus vocis*, simple émission de voix. Ses promoteurs entendent ainsi désigner une politique d'indépendance nationale dont la France aurait le monopole. Au vrai, toute entité souveraine s'efforce de persévérer dans l'être et, à moins que l'expression renvoie à d'autres réalités, nous sommes là dans le domaine des « généralités généralisantes ».

En toile de fond, une pseudo-dramaturgie entre les tenants de la *Realpolitik*, comprennent les « gaullo-mitterrandistes », supposés voir les choses de manière lucide, et les interventionnistes ou « néo-conservateurs », censés dominer le Quai d'Orsay depuis la présidence de Nicolas Sarkozy. En vérité, il est difficile de voir le lien entre la politique étrangère française des dix dernières années et le néo-conservatisme, un courant intellectuel spécifiquement américain né dans les années 1970, en opposition au relativisme philosophique et à la contre-culture de la *New Left*, dopée par le « syndrome vietnamien ».

En commun, selon les « gaullo-miterrandistes », la volonté d'exporter la démocratie par la force. Mais où donc ? Mentionné dans l'interview, le cas de la Libye n'est pas convaincant. L'intervention de 2011 visait tout à la fois à éviter des massacres de masse de l'autre côté de la Méditerranée et à redéfinir les positions françaises et britanniques dans la région. *In fine*, l'accusation de « néo-conservatisme » ne vise-t-elle pas à invalider toute politique d'affirmation décomplexée de l'Occident ? Significativement, les personnes ainsi désignées sont aussi qualifiées d'« atlantistes » ou d'« occidentalistes ».

Quant à la *Realpolitik*, si l'on se reporte à son premier sens, à l'époque de Metternich, elle n'a rien à voir avec une politique de Thénardier focalisée sur la gestion exclusive de ses intérêts. La Sainte Alliance n'était pas un simple consortium d'États, mais défendait des principes et une vision du monde, structurée par un axe vertical. A l'inverse, le réalisme dont se targuent les « gaullo-miterrandistes » a une vision unidimensionnelle de la réalité internationale, réduite à des calculs d'intérêts, un terme dont le sens s'est dilaté au point de se confondre avec celui de « mobile » ou de « motivation ». Pourquoi agir et intervenir ? Au nom de quoi et en fonction de quelle ambition ? Faudrait-il donc être prêt à mourir et à donner la mort pour de simples « intérêts » ? C'est un peu court, pour dire le moins.

A l'instar d'une civilisation ou d'un empire, une grande nation se considère comme l'expression au niveau le plus élevé du patrimoine des virtualités du genre humain, et le régime politique dont elle s'est dotée repose sur un certain ordre des choses, une hiérarchie des valeurs qui implique des priorités. Inévitablement, ce mode d'être au monde a ses prolongements internationaux. Cela, on le sait au moins depuis Hérodote et Thucydide, avec les guerres médiques (490-479 av. J.-C.) qui mirent aux prises Grecs et Perses, puis la guerre du Péloponnèse (431-404 av. J.-C.) dans laquelle les modèles politiques athénien et spartiate s'affrontèrent. A ceux qui se réfèrent à l'axiomatique de l'intérêt, on rappellera que De Gaulle, considérant les enjeux de la Deuxième Guerre mondiale, pensait que la fin suprême était d'« assurer le triomphe de l'esprit sur la matière, car, en définitive, c'est bien de cela qu'il s'agit » (Discours d'Oxford, 25 novembre 1941). Paléo-conservatisme ?

Retour au classicisme

La référence au « gaullo-miterrandisme » pourrait donc être le signe d'un repli des ambitions sur une conception rétrécie de l'Europe, les interventions extérieures se limitant au « pré carré » africain et à la présence au sein de la coalition mise sur pied contre l'État islamique. Le vaste monde serait d'abord le domaine d'une diplomatie publique axée sur la question des « biens communs » (climat, environnement, accès à l'eau, pauvreté), suffisamment unanimiste et bienveillante pour susciter la sympathie de l'opinion publique, mais sans réelle ambition de puissance, capacité à relever les défis stratégiques et à modeler l'environnement géopolitique.

A l'issue de la révision stratégique annoncée et dans la perspective d'une nouvelle loi de programmation, cette version du « gaullo-mitterrandisme » pourrait l'emporter. A rebours, il ne s'agit pas de prôner un interventionnisme tous azimuts, sans rationalité politique. L'idée est de tenir les deux bouts de la corde et de penser une grande politique, de style classique. Certes, la politique n'est pas le règne des fins, mais le kantisme n'est pas le dernier mot de la morale. Le grand politique est celui qui s'avère capable de combiner éthique de conviction et sens des responsabilités. Si l'unité politique qu'il gouverne limitait son action extérieure à un simple objectif d'auto-conservation, ce serait le signe d'un profond déclin.

Jean-Sylvestre MONGRENIER, de nationalité française, est titulaire d'une licence d'histoire-géographie, d'une maîtrise de sciences politiques, d'un DEA en géographie-géopolitique. Docteur en géopolitique, il est professeur agrégé d'Histoire-Géographie et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Il est conférencier à l'IHEDN (Institut des Hautes Études de la Défense Nationales, Paris), dont il est ancien auditeur et où il a reçu le Prix Scientifique 2007 pour sa thèse sur « Les enjeux géopolitiques du projet français de défense européenne ». Officier de réserve de la Marine nationale, il est rattaché au Centre d'études stratégiques de la Marine (CESM), à l'École Militaire. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *La France, l'Europe, l'OTAN : une approche géopolitique de l'atlantisme français* (Paris, Unicomm, 2006), *La Russie menace-t-elle l'Occident ?* (Paris, Choiseul, 2009) et *Géopolitique de la Russie* (avec Françoise Thom, Paris, PUF, 2016). Il collabore régulièrement à la revue *Hérodote*.

Programme Enjeux internationaux

Le Programme *Enjeux internationaux* décrypte, dans un contexte de fortes tensions internationales et d'accroissement des menaces pour notre continent, les dynamiques géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl, et faire apparaître lisiblement sa provenance.

© Institut Thomas More asbl, juin 2017

Paris

20, rue Laffitte – F-75 009 Paris
+33 (0)1 49 49 03 30

Bruxelles

Rue de La Fauvette, 92, B-1180 Bruxelles
+32 (0)2 374 23 13

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org